

La montre et l'équerre, la ville et la guerre

Occupy Wall Street !, Textes, essais et témoignages des indignés, Sous la direction de Keith Gessen et Astra Taylor, Introduction de Jade Lindgaard. Traduit de l'anglais par Laure Motet et Judith Strauser, Éditions des Arènes, 291 p.

Villes sous contrôle. La militarisation de l'espace urbain, de Stephen Graham, Traduit de l'anglais par Rémy Toulouse, La Découverte, 277 p.

#Indignés ! D'Athènes À Wall Street, Échos d'une insurrection des consciences, Revue *Contretemps*, La Découverte, 196 p.

Pierre Popovic

Number 242, Fall 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/67969ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (print)

1923-3213 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Popovic, P. (2012). La montre et l'équerre, la ville et la guerre / *Occupy Wall Street !*, Textes, essais et témoignages des indignés, Sous la direction de Keith Gessen et Astra Taylor, Introduction de Jade Lindgaard. Traduit de l'anglais par Laure Motet et Judith Strauser, Éditions des Arènes, 291 p. / *Villes sous contrôle. La militarisation de l'espace urbain*, de Stephen Graham, Traduit de l'anglais par Rémy Toulouse, La Découverte, 277 p. / *#Indignés ! D'Athènes À Wall Street, Échos d'une insurrection des consciences*, Revue *Contretemps*, La Découverte, 196 p. *Spirale*, (242), 10–13.

La montre et l'équerre, la ville et la guerre

PAR PIERRE POPOVIC

OCCUPY WALL STREET !

Textes, essais et témoignages des indignés
Sous la direction de Keith Gessen et Astra Taylor
Introduction de Jade Lindgaard. Traduit de l'anglais par Laure Motet et Judith Strauser
Éditions des Arènes, 291 p.

VILLES SOUS CONTRÔLE. LA MILITARISATION DE L'ESPACE URBAIN de Stephen Graham

Traduit de l'anglais par Rémy Toulouse
La Découverte, 277 p.

#INDIGNÉS ! D'Athènes À Wall Street,

Échos d'une insurrection des consciences
Revue *Contretemps*,
La Découverte, 196 p.

Une idée court selon laquelle l'espace, désormais plus que le temps, serait au centre de la question politique. Sous cette forme, l'hypothèse apparaît sinon contestable, du moins très incomplète. Que cela soit ou non maquillé par l'euphémisme « gouvernance », le nerf de la politique reste le pouvoir et l'établissement d'un rapport de force déterminant dans les prises de décision touchant en première instance le partage des biens et des ressources. Le projet de parvenir à penser le politique autrement, d'une façon équitable et rationnelle, en évitant le carriérisme médiocre des acteurs et dans le but d'installer une véritable justice sociale, demeure un rêve lointain dans le monde tel qu'il va. La lecture des nouvelles et la pratique quotidienne des institutions le prouvent malheureusement à satiété. Or tout pouvoir politique repose sur une maîtrise *et du temps et de l'espace*, acquise par des moyens qui varient selon les cas, dont celui d'une fiction collective et d'une symbolique permettant d'impliquer réciproquement *la montre et l'équerre*. En ce sens, plutôt que d'une substitution de l'histoire au lieu, il serait plus juste de parler d'un renversement pragmatique et idéologique. Si l'instrumentalisation de l'histoire justifiait hier en la précédant la mainmise sur l'espace, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur d'une entité géopolitique, il semble dorénavant que la domination de l'espace s'impose d'abord et que la réécriture instrumentalisante de

l'histoire vienne après, en une manière de corroboration du fait accompli. Par exemple, il fallait autrefois un grand récit de l'avancement de la civilisation chrétienne pour légitimer l'annexion des territoires par les explorations et les colonisations ; aujourd'hui, les mots « village global », « globalisation » et « mondialisation » ont d'abord été imposés avant que soient déclenchées des guerres menées sous la couverture d'un récit dissimulant sous des intentions nobles (l'exportation bienfaitrice de « l'idée française » pour le bonapartisme d'autrefois, celle de la « démocratie » pour le bushisme de naguère) des désirs de lucre et de domination. La montre et l'équerre sont ainsi toujours de la partie et corrélés, mais l'antécédence de l'un sur l'autre est variable et dépend de l'escorte d'une narrativité médiatrice dictée par les opportunités du moment.

LA GUERRE DE TROIE A LIEU

Villes sous contrôle de Stephen Graham reprend une question semblable en la situant dans la logique de l'histoire d'un néolibéralisme dont l'alliance avec le conservatisme remonte à ces jours des années quatre-vingt où Margaret Thatcher lui donna ce que je nommerai son idéologème fondateur : « *There Is No Alternative* ». Depuis lors, le couple Thatcher/Reagan accoucha d'une triste et nombreuse descendance, Bush senior et junior, Aznar, Merkel, Cameron,

et plus près d'ici, Mulrone, ses deux chéris Bouchard et Charest, Harper, mieux vaut en passer, et de meilleurs. TINA et son esprit ont donc proliféré, cela ne fait aucun doute. Graham rattache à cette mouvance le développement d'un nouvel impérialisme visant à une « *appropriation violente des terres et des ressources du Sud* » dans laquelle les grandes villes du Nord joueraient un rôle considérable. S'en est suivie une guerre permanente déclinée en conflits successifs donnés sans lien alors qu'ils participent du même principe. Sur le fond de cette présentation de l'histoire militaire et de la politique internationale récente, même s'il ne fait aucun doute à mes yeux qu'il existe telle chose qu'un colonialisme guerrier *new wave* promu depuis longtemps (bien avant le terrorisme des années quatre-vingt-dix/deux mille) par le néolibéralisme conservateur, il y aurait des choses à discuter et des nuances à apporter. Outre que ni l'Occident ni le « Nord » n'ont le monopole de l'impérialisme et que plusieurs guerres se sont produites ici et là sans que les villes du Nord y soient pour quoi que ce soit, il faudrait éviter une présentation qui tend au manichéisme et à se livrer comme allant de soi au détriment d'un appui sur des preuves précises et documentées¹.

L'intérêt majeur de l'essai de Graham n'est pas là, mais bien dans la façon dont il interconnecte l'ailleurs de la guerre et l'ici de la paix et situe la ville au cœur de ce lien. Les guerres du néolibéralisme ont en effet été d'une forme nouvelle, n'opposant plus des États à des États, mais des États ou des conglomérats d'États à des entités et des groupes plus petits et plus volatiles. L'exercice de la guerre ne se fait dès lors plus sur un champ de bataille ni sur une logique de conquête progressive d'un territoire où le vainqueur ne laisse rien derrière lui qu'il n'occupe. Le nouveau lieu des « guerres asymétriques », ce sont les villes, où ceux qui ne disposent pas des moyens techniques et technologiques de l'armée d'en face se fondent dans les maisons et les populations (Rumsfeld ne l'avait pas prévu). Les procédures de pistage classiques étaient contre cela inefficaces, mais les satellites et les suivis informatiques se sont avérés l'être tout autant (au grand dam de Rumsfeld). Qu'à cela ne tienne, de nouveaux modes d'identification, de pistage, de ciblage et une pléthore de nouveaux moyens de surveillance, ajoutés aux précédents, ont dès lors été testés par les armées les plus avancées, si l'on ose dire, du monde (américaine, britannique, israélienne, française). Les contrôles *manu militari* des checkpoints d'hier paraissent d'un amateurisme touchant à côté des passeports biométriques, des drones de poche, des puces RFID, des nuages de nanocapteurs, des insectes robotisés, des dirigeables scrutateurs, des bombes « incapacitantes », etc. La ville, dès lors, n'est plus une église que jouxte un marché, mais un espace qu'il faut structurer pour qu'il soit propice à l'action militaire la plus efficace et meurtrière : par exemple, il ne s'agit plus de fouiller les habitations les unes après les autres, mais de forer à travers leurs murs des trous pour

que les soldats passent le plus vite de l'une à l'autre, et c'est l'idée même de ville qui tombe la première.

DU MILITAIRE AU CIVIL

Ce que montre Graham, et cette fois avec des appuis multiples sur une documentation fournie, c'est que ces méthodes testées à la guerre ont été importées dans les sociétés civiles occidentales. Ce rabattement de la guerre sur le civil est vieux comme la haine. Mais il s'effectue aujourd'hui avec des moyens liberticides d'une sophistication jamais vue, d'une façon intense et de plus en plus en large, et avec le travail d'intox mené par une idéologie sécuritariste unissant traits identitaires conservateurs et valeurs néolibérales.

Le processus de militarisation de la société civile et de la ville qui s'est engagé est pour le moins délicat puisqu'il contribue à créer la violence qu'il est censé combattre et dont il a besoin pour subsister. Son acte fondateur est en effet de désigner à la traque et possiblement à la mort un « autre » *intra muros*. La façon dont, depuis dix et vingt ans, le pouvoir politique dans maints pays occidentaux s'est servi de la « menace terroriste » entre dans cette logique. Celle dont les affrontements dans les banlieues ont été récupérés en France en 2005 et 2006 également, le sarkozisme en profitant pour se poser par « karcher » interposé en défenseur de la République aux abois². Dans tous les cas, le sécuritarisme crée systématiquement une opposition entre un « nous » national et un « eux » présenté comme diffus et métastatique, mais précis quant à son origine : ce sont des étrangers, d'un sud orientalisé qui disposent ici de réseaux à débusquer. Comme les groupes que l'armée combat dans le lointain, les « eux » se sont fondus dans la (« notre ») ville et ils sont « parmi nous ».

Par suite, il faut contrôler, surveiller, identifier tout le monde et tout le temps. La machinerie engendrée par cette militarisation permet en conséquence de faire passer des lois et des décrets qui, dans la lettre comme dans les faits, et quoi que leurs concepteurs en disent en toute mauvaise foi, visent d'autres buts que l'évitement des attentats. Entre autres guidée par l'idéal d'une omniscience technologique où la vie de chacun sera constamment surveillée (caméras de surveillance, encodage de données électroniques de plus en plus fournies et pointues, enregistrements des portables, mises en place d'écoutes « ciblées », etc.), elle conduit à l'assujettissement des consciences, à encourager la délation publique, à restreindre les droits d'association et de grève, à juguler les libertés individuelles et de pensée, et elle est inséparable d'une emprise de tous les instants sur l'espace urbain. La limitation des déplacements, la détermination des trajectoires par les itinéraires « sécurisés », le fichage des habitations et les mesures de surveillance de plus en plus envahissantes font que la ville est désormais scindée et sous occupation larvaire. Anxiogène, le territoire urbain est un champ habité d'une

bataille latente et permanente, et l'urbanité, un archaïsme.

Le pire est que le meilleur est à venir, puisque guerres en cours et dispositifs légaux internes ont permis toutes les expérimentations. Les exemples donnés par Graham sont abasourdissants. Du dispositif *e-Borders* dévoilé en 2007 par la Grande-Bretagne (but : « *pister et surveiller systématiquement toute personne pénétrant ou quittant le territoire britannique* ») aux prochains robots-tueurs urbains annoncés par l'armée américaine pour 2025, des villes artificielles où ont été essayés les mini-drones et les insectes robotiques de demain à l'envahissement des écrans et des jeux vidéo par une érotique militaire technophile (sous une musique aux cris extatiques, des ennemis meurent en se recroquevillant et sans perdre de sang, ce qui facilite la répétition morale de leur liquidation), il est une fois de plus tangible que les pires cauchemars de la littérature finissent par s'incarner dans le réel : la science-fiction est sur le théâtre des opérations et, contrairement à ce qui se dit parfois, Michel Houellebecq est un écrivain réaliste.

LA POLITIQUE DES COUCHES JETABLES

Les mouvements de revendication ou de contestation récents — occupations de lieux urbains choisis, mouvements sociaux (« printemps érable »), manifestations de grande ampleur dans de nombreuses villes (Londres, Paris, Montréal, Madrid, Athènes) — qui, sous la bannière de l'indignation et de l'occupation des lieux, se sont opposés à l'idéologème TINA, ont dès leur émergence suscité le sarcasme et la hargne des idéologues et des publicistes néolibéraux et conservateurs. Dérivant souvent d'une délectation chagrine devant les souvenirs de leur propre jeunesse, leur promptitude à ramener ces mouvements à des retours naïfs aux « hippies » ou au « lyrisme », à les réduire à des réactions « émotives » ou « infantiles », à les associer (comme par hasard) à des actions terroristes (des années 60 ou 70 ou d'aujourd'hui), à les taxer de jeunisme, d'antidémocratie, de communisme, de socialisme, de maoïsme, de boboïsme, d'utopisme en culottes courtes, etc., a au moins eu l'avantage de souligner leur médiocrité et d'inviter par rétroaction à essayer de comprendre vraiment ce qui se passe. Si ce travail de pensée est déjà largement en cours du côté anglo-saxon, il n'y a encore que peu de choses en français. Les deux recueils *Occupy*



Wall Street! et *# Indignés!*, publiés par les éditions de La Découverte, sont un premier pas important dans cette direction. L'un et l'autre rassemblent des témoignages, des textes-manifestes, des commentaires à chaud et des essais critiques (on trouvera nombre de textes intéressants dans des revues comme *n + 1* et des sites tel <http://occupywriters.com>). Leur lecture met en évidence une entreprise qui est tout sauf inconsciente, et pour cause. Ceux qui se définissent comme un produit des « 99% », et non comme un groupuscule sectaire, n'ont rien à voir avec des allumés désireux d'aller élever des boucs au fin fond des Laurentides. Ce sont essentiellement des jeunes gens instruits et diplômés, disposant d'une réelle culture politique, qui ont

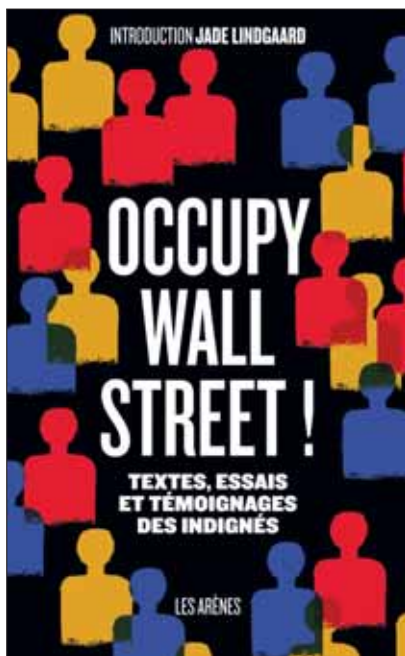
travaillé ou cherché à trouver du travail, qui en ont accepté parfois largement en dessous de leur qualification et qui, malgré tout cela, se retrouvent endettés, sans perspective aucune, dans la mouise. En d'autres termes, ils ont joué le jeu, confiants dans des idéaux dont l'esquisse se situait naguère au croisement des démocraties libérales et de la social-démocratie. Leur indignation vient de là : du constat que ces idéaux n'étaient plus dans les faits que du vent. La grosse TINA était passée par là et, eux-mêmes fils et filles soit des classes moyennes soit de parents qui avaient aspiré à en être, apprenaient qu'ils faisaient partie des « *populations jetables* ». L'expression est de Judith Butler, dans un texte (« Depuis la précarité, et contre elle ») qui est l'un des plus forts des deux recueils et où se rencontre cette phrase que je contre-signe à deux mains : « *À une époque où l'économie néolibérale structure de plus en plus les institutions publiques, y compris les écoles et les universités, ainsi que les services publics, à une époque où les gens sont de plus en plus nombreux à perdre leur maison, leur retraite et leurs perspectives de travail, nous nous trouvons confrontés à l'idée selon laquelle certaines populations seraient "jetables".* » Jetables les travailleurs mis à pied du jour au lendemain pour cause de restructuration ou de délocalisation, jetables les chômeurs « *en fin de droit* », (re)jetables les étrangers « *qui viennent manger le pain des [au choix : Français, Canadiens, Belges,...]* », jetables les vieux improductifs, jetables les étudiants qui se sont endettés par des prêts pour payer des études qui leur ont permis de ne pas trouver de travail... Ces lignes seraient exagérées ? Pas le

moins du monde. Lors d'une réunion du Tea Party, un participant suggéra que « *des patients atteints d'une maladie grave [...] n'avaient qu'à mourir [...] s'ils ne pouvaient payer l'assurance maladie* ». Sa proposition fut suivie d'un grand cri de joie. Tel est le *Zeitgeist*.

LE RETOUR DES GENS

Ce sadisme radieux est la pointe d'un iceberg dont l'indignation de la jeunesse a grandement raison de signaler la présence, ce qui lui a valu d'ailleurs d'être rejointe par des franges plus âgées et des parties diversifiées de la population. Non seulement elle indique qu'il faut remettre l'église — entendre : la vie, la justice, la responsabilité de tous envers chacun — au milieu du village, mais elle souligne combien, bouffis de vanité au sortir de la guerre froide, les pays occidentaux ont manqué de sens critique à l'égard de ce qui se passait dans la cour de leurs propres démocraties. C'est bien contre une démocratie faussée, dévoyée, gangrenée ici et là par la corruption, oublieuse du bien public au profit des spéculations et de l'enrichissement des grandes entreprises que se sont effectuées les occupations des lieux urbains par les groupes des indignés. S'efforçant de convertir en pratique leurs intentions, ils cherchent manifestement tous à inventer une démocratie réelle et plus juste : refus des leaders, recherche du consensus dans la prise de décision, redistribution du travail, participation directe à l'action politique, utilisation d'internet et des « médias sociaux » dans la diffusion des informations, refus du culte du secret, etc. La période en est une d'essais et d'erreurs, mais il y a là un travail qui se fait, et qui se fait en profondeur et pour l'avenir.

Lire *Occupy Wall Street* et *# Indignés!* en même temps que *Villes sous contrôle* mène à penser que le sursaut de révolte mis en branle par la jeunesse du monde contre TINA s'oppose aussi à la militarisation des villes et des esprits étudiée par Stephen Graham. Le choix des emplacements urbains occupés répond à une logique symbolique qui ne trompe pas. Comme la place Tahrir au Caire, La Puerta del Sol est le cœur de la ville de Madrid, le lieu par excellence où se rencontrent *les gens*. Le temps qu'ils y restèrent, les occupants new-yorkais rebaptisèrent Zucotti Park de son ancien nom, Liberty



Park, et les Montréalais la Place Victoria d'un nouveau nom, la Place des peuples. Les indignés parisiens marchèrent de Jussieu jusqu'à l'Hôtel de Ville. La Place Syntagma à Athènes, haut lieu de la contestation grecque des derniers mois, est en face de l'actuel Parlement. Ces places et ces trajets ont trois caractéristiques : leur lien au pouvoir politique et à la démocratie représentative, devant lesquels les gens se présentent en une manière de vivant reproche ; leur profondeur historique, qui nimbe les nouvelles revendications d'une manière d'admissibilité ; leur vocation à susciter les rencontres et cette politesse respectueuse « envers autrui et soi-même » que Giraudoux appelait l'urbanité. Les indignés, probables premières cibles des

procédures actuelles et prochaines de pistage décrites par Graham, affirment ainsi leur désir d'habiter dignement l'espace/temps de la ville contemporaine et leur désir d'une vie autre que socialement végétative, face à un pouvoir qui voudrait qu'ils s'en contentent et qu'ils regagnent ce qu'il faut bien appeler leur trou. Il faudra un jour qu'un rassemblement quelconque, d'une forme sociologique nouvelle dans son fonctionnement sinon dans son principe, transmute ces mouvements éparés en une force politique susceptible de rétablir le pacte social que le néolibéralisme a mis à mal. Si cela se fait, il y faudra du temps, et des ratés, et des tensions, et des souffrances, et de la pédagogie, à n'en pas douter. Dans *Les misérables*, revenant *a posteriori* sur l'année 1817, Victor Hugo rapporte avec ironie le comportement des Parisiens en cette année-là : « *Une chose qui fumait et clapotait sur la Seine avec le bruit d'un chien qui nage allait et venait sous les fenêtres des Tuileries, du pont Royal au pont Louis XV ; c'était une mécanique bonne à pas grand'chose, une espèce de joujou, une rêverie d'inventeur songe-creux, une utopie : un bateau à vapeur.* » Autrement dit : ce qui passait, c'était le progrès. Il est espérable que, dans pas trop longtemps, l'indignation contemporaine soit regardée comme la fin de TINA et le début d'un nouvel élan vers le progrès social. †

1. Il est vrai cependant que le travail de Graham s'inscrit dans la foulée de travaux comme celui de David Harvey sur *Le nouvel impérialisme* (Paris, Les Prairies ordinaires, 2010).
2. Voir sur ce sujet Hacène Belmessous, *Comment l'État prépare la guerre urbaine dans les cités françaises*, Paris, La Découverte, 2010, 204 p.